

Composer avec le champ politique post-révolutionnaire en Libye : les réseaux kadhafistes et leur restructuration

Florian Lavaissière



Étudiant à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence en Master 2 Expertise politique comparée (monde arabe et Amérique latine).

La présente recherche a pour objet d'explorer les ruptures et les continuités du Kadhafisme dans La Libye post-révolutionnaire. Plus particulièrement, c'est sur la restructuration de l'ancien régime et de ses réseaux dans un nouvel espace politique qu'elle se focalisera. Il s'agira dans un premier temps de revenir sur le régime politique de la Jamahiriya afin d'en dégager certaines pratiques politiques et dynamiques sociales, certains acteurs ainsi que différents cadres de perception qui se sont imposés sous le règne du Guide libyen et qui perdurent encore. Dans un deuxième temps, par-delà les pratiques et autres héritages institutionnels et symboliques en legs, ce sont les acteurs de l'ancien régime, leur insertion (réinsertion) dans le champ politique actuel qui retiendront notre attention.

La perte du monopole de la violence légitime par les anciennes élites au pouvoir a conduit la Libye à un état de crise extrême. L'ancienne Jamahiriya est en proie à un processus de décivilisation ; l'abaissement des

seuils de sécurité individuelle et collective ainsi que la probabilité d'une exposition à des situations de violence contribue à une réactivation des dispositions agressives et engendre ainsi une spirale de violence dans les rapports sociaux. La milicisation de la société libyenne en est le marqueur le plus significatif depuis la révolution du 17 février 2011 qui mit un terme au règne de Mouammar Kadhafi. Le champ politique libyen se caractérise par d'incessantes luttes internes pour le contrôle des ressources et de l'accès au pouvoir ainsi que par une fragmentation du territoire autour de quelques acteurs qui cristallisent la scène politique (et médiatique) par leur rivalité. De nombreux facteurs concourent à favoriser cet état de crise, pour n'en citer que quelques-uns : la question de la redistribution des ressources, de la rente pétrolière, du nombre d'armes (ALPC) et des milices en circulation, des dynamiques socio-économiques, de la crise économique, des flux migratoires, des interférences étrangères (EAU, Égypte, Turquie...) du manque de légitimité des représentants ou encore du terrorisme. La Jamahiriya et toute la violence symbolique qui la compose n'a jamais tout à fait disparu après la révolution. Au contraire, la Libye actuelle, avec ses protagonistes, semble caricaturer à l'extrême certaines pratiques de l'ancien régime. Ni le clientélisme, ni la corruption n'ont disparu, pas plus que les pratiques criminelles (exécution extra judiciaire, disparitions...), les alliances de circonstance ou les profondes inégalités entre communautés. Les efforts déployés

par la mission des Nations Unies pour la Libye (UNSMIL) ne semblent pas parvenir à instaurer une paix durable et à mettre en œuvre une véritable transition. La temporalité joue ici un rôle aggravant. Après 7 ans de crise, certains Libyens en viennent à regretter la mort du Guide face au vide politique et à l'insécurité. Le temps conjugué aux divisions agit ici comme une structure d'opportunité qui conduit à conférer aux anciens kadhafistes une nouvelle légitimité. C'est cette piste que nous suivrons pour parvenir à identifier les acteurs et les partisans de cet effort de relégitimation et de restructuration des réseaux kadhafistes dans un nouvel espace politique. Mouammar Kadhafi est certes mort mais le régime n'a peut-être pas dit son dernier mot.

Recomposition de l'espace politique et dynamique sociale

Les travaux d'Arthur Quesnay montrent comment l'espace politique libyen subit une profonde recomposition pendant et après le moment révolutionnaire. Les dynamiques ayant conduit à la chute du dictateur furent d'abord le produit de mobilisations localement situées. Les réseaux sociaux qui se constituèrent dans la reconquête des bastions du pouvoir s'appuyaient plus sur des liens sociaux professionnels et le partage des compétences propres à chaque individu que sur quelques identités primordiales notamment liées au tribalisme. L'insistance du tribalisme comme déterminisme social et élément structurant du champ politique libyen traduit en réalité une

lecture biaisée des configurations sociales révolutionnaires et post révolutionnaires, si l'on s'en réfère aux enquêtes de terrain menées par Arthur Quesnay entre 2011 et 2013. Cette nouvelle configuration obéit à une logique qui donne la primauté du local sur le national. Avec la chute du gouvernement central et l'arrivée au pouvoir du CNT (conseil national de transition), cette configuration persiste

d'autonomisation des entités locales et des individus s'est imposé. Cette autonomisation des entités locales comme substitut à un organe central fragilise la construction d'un réel consensus politique sur l'avenir de la Libye. Structurellement, elle exacerbe les tensions communautaires en entraînant une politique économique de prédation avec pour unique objectif d'assurer la survie du groupe. Le vide

les inégalités et les tensions communautaires. En outre, ces nouvelles élites tendent à mobiliser le référentiel politique de façon à légitimer leur activité économique ou pour simplement profiter de fonds étrangers. Ainsi, leur rôle politique sert parfois uniquement de façade pour couvrir d'autres activités économiques légales ou illégales (trafic d'armes, commerces transfrontalier, investissement à l'étranger dans l'immobilier, esclavagisme...). À cet égard, le parcours d'Abdel Hakim Belhaj semble particulièrement représentatif de cette caste des « nouveaux seigneurs » qui s'appuient sur leur capital révolutionnaire et cette nouvelle configuration politique pour s'enrichir personnellement.

Pour résumer, le champ politique libyen actuel s'articule donc autour d'entités locales en concurrence économique et politique sur fond de tensions communautaires. Deux centres de pouvoir majeurs coexistent actuellement en Libye ; Est (autour du Maréchal Haftar – LNA) et Ouest (incarné par Favez Sarraj – GNA). Néanmoins, la fluidité des alliances et la fragilité des loyautés ne leur confèrent qu'une influence limitée même dans leur sphère de pouvoir respective. Les dynamiques socio-économiques de cet espace ne semblent pas avoir significativement évoluées depuis les Accords de Skhirat (Maroc, 2015). La seule évolution notable ne se situant que dans la polarisation du débat Ouest/Est qui découle de ces accords. Face à cette nouvelle configuration de l'espace politique, comment les réseaux kadhafistes parviennent-ils à se restructurer dans le champ politique, et avec quelle force ? Quels soutiens ? Que peut-on attendre d'un éventuel retour de Saif al-Islam (fils de M. Kadhafi) sur le devant de la scène politique ?



© caminteresse.fr/economie-societe

et s'ancre durablement dans l'espace politique. Cette dichotomie du local et du national a été rendue possible du fait de l'existence de deux références politiques issues de l'ère Kadhafi : les réseaux de solidarités informels et les canaux officiels de l'État. Face au vide politique et à l'absence de coordination nationale et de consensus sur l'avenir du pays, un processus

laissé entre l'espace national et les entités locales est ainsi l'enjeu d'une lutte intense pour l'accès au pouvoir et aux ressources. Cette configuration bénéficie aux acteurs disposant du meilleur capital social et économique qui exploitent ce désordre à leur propre fin. La captation brutale des ressources par ces « nouveaux seigneurs » alimente invariablement



© letemps.ch